

## **Engagement #4 : Mise en place d'une base de données de l'aide publique au développement française**

<p style="text-align: center;"><b>Date de début et de fin de l'engagement</b></p> <p style="text-align: center;">août 2021 - août 2022</p> <p style="text-align: center;"><b>Agence / acteur d'exécution principal</b></p> <p style="text-align: center;">Ministère de l'Europe et des affaires étrangères, Ministère de l'économie, des finances et de la relance et Agence française de développement</p>
---

### **Description de l'engagement**

#### **Quel est le problème public que l'engagement réglera ?**

Accès à l'information, redevabilité et transparence budgétaire, innovation et technologie au service de la participation citoyenne à l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques

#### **Quel est l'engagement ?**

Mettre en place une base de données ouverte regroupant les informations relatives à l'aide publique au développement bilatérale et multilatérale de la France, conformément à la loi de programmation relative au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales promulguée le 4 août 2021

#### **Comment l'engagement contribuera-t-il à résoudre le problème public ?**

La France a renforcé son action en matière de transparence de l'aide depuis 2014 avec son adhésion à l'IATI (international aid transparency initiative). Les données de l'aide publique au développement (APD) sont aujourd'hui publiées sur différentes plateformes (site du Comité d'aide au développement de l'OCDE, site commun au MEAE et à l'Agence Française de Développement (AFD) sur la transparence de l'aide, et data.gouv.fr.

La création d'un site global de l'aide française, qui s'inspirera des sites des autres grands bailleurs internationaux (Royaume-Uni, Union Européenne, Etats-Unis), a vocation à couvrir un éventail large de données relatives à l'aide publique au développement.

Il s'appuiera sur les dernières innovations technologiques pour renforcer la redevabilité envers les citoyens français en améliorant l'accès à l'information.

#### **Pourquoi cet engagement est-il pertinent pour les valeurs de l'ogp ?**

Cet engagement permettra une meilleure diffusion des principes du gouvernement ouvert auprès du grand public et des ONG, dans le but de promouvoir une plus grande transparence dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques.

Cet engagement sera mis en œuvre de manière étroite et concertée entre les deux ministères et une agence de mise en œuvre, renforçant ainsi la coordination interministérielle pour la transparence des données publiques.

## Informations supplémentaires

Le site de transparence de l'aide comprendra les données suivantes :

- Les données d'APD déclarées annuellement auprès du comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE : les projets d'aide bilatérale de la France (fonds de solidarité pour l'investissement - FSPI, projets de l'AFD et d'expertise France, FASEP, prêts du trésor, aide humanitaire, aide alimentaire programmée, assistance technique, aide budgétaire, etc. ; l'aide multilatérale allouée aux organisations internationales et aux fonds verticaux ; les allègements de dette et les contrats de désendettement et de développement; les projets mis en œuvre par les collectivités territoriales et les fonds transitant par les organisations de la société civile
- Des données qualitatives liées aux projets de développement mis en œuvre par la France, parmi lesquelles les évaluations des projets de l'AFD et des FSPI
- Les stratégies sectorielles de la politique de développement de la France.

---

## Jalons d'activités avec un livrable vérifiable

- Finalisation des termes de références et recrutement d'un consultant pour la mise en œuvre technique - **Début : Septembre 2021 → Fin : Décembre 2021**
- Mise en place du site global de transparence de l'aide – **Début : 1er trimestre 2022 → Fin : août 2022**

---

## Informations de contact

### Nom de la personne responsable de l'agence d'exécution

Laure Serra, Charlotte Foffano, MEAE  
laure.serra@diplomatie.gouv.fr  
charlotte.foffano@diplomatie.gouv.fr  
0143176897/ 0143176334

Duncan Toulon, MEFR  
Alya Ben Haj, AFD

### Autres acteurs impliqués

- Expertise France
- Osc, secteur privé, multilatéraux, groupes de travail